



**Jean-François Gravier (1915-2005). Engagement politique et savoir universitaire, matériel pour la construction d'une carrière d'expert (Varia)**

Efi Markou

► **To cite this version:**

Efi Markou. Jean-François Gravier (1915-2005). Engagement politique et savoir universitaire, matériel pour la construction d'une carrière d'expert (Varia). Cahiers d'histoire du Cnam, 2020, L'énergie solaire : trajectoires sociotechniques et objets muséographiques, vol.13 (1), pp.161-185. hal-03200167

**HAL Id: hal-03200167**

**<https://cnam.hal.science/hal-03200167>**

Submitted on 16 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Jean-François Gravier (1915-2005).

## Engagement politique et savoir universitaire, matériel pour la construction d'une carrière d'expert

Efi Markou

Centre Maurice Halbwachs (CNRS/EHESS/ENS)

### Résumé

*Auteur du célèbre Paris et le désert français (1947), Jean-François Gravier (1915-2005) a lié son nom à la naissance de l'aménagement du territoire en France. Cet article retrace sa trajectoire politique, universitaire et institutionnelle, tenant compte des dispositions et des conjonctures qui lui ont permis de construire son expertise en faveur d'une planification censée renforcer les régions au détriment de Paris. Ce n'est qu'en 1965, lorsque la planification fut réorientée, prenant acte de la croissance parisienne, que Gravier s'est rapproché de l'enseignement supérieur, occupant la chaire Économie et organisation régionales du Cnam, créée à l'initiative des milieux économiques.*

**Mots-clés :** aménagement du territoire ; décentralisation industrielle ; expertise ; gouvernement de Vichy ; Trente Glorieuses.

### Abstract

*Author of the famous book Paris et le désert français (1947), Jean-François Gravier (1915-2005) has associated his name with the birth of spatial planning in France. This article presents his biography, taking into account his political commitments, his studies and his institutional background. He thus constructed an expertise promoting the regional development to the detriment of Paris. It was not until 1965, when regional planning was reoriented, taking note of Parisian growth, that Gravier moved closer to higher education, occupying the CNAM chair of Regional Economics and Organization, created on the initiative of economic circles.*

**Keywords:** regional planning; industrial decentralization; expertise; Vichy government; the Glorious Thirty.

Agrégé de géographie, auteur du célèbre *Paris et le désert français*, engagé dans différentes institutions officielles en matière de planification économique et d'aménagement du territoire, Jean-François Gravier a bénéficié pendant les Trente Glorieuses d'une grande renommée aussi bien auprès des spécialistes que du grand public. Au tournant du *xxi*<sup>e</sup> siècle, les recherches sur l'histoire de l'aménagement du territoire et des regards portés sur la ville ont renouvelé l'intérêt pour son œuvre et les conditions de possibilité de celle-ci (Provost, 1999 ; Couzon, 2001 ; Marchand, 2001 ; Dard, 2010 et 2012)<sup>1</sup>. Elles ont croisé les travaux sur les milieux politiques d'appartenance du jeune Gravier, à savoir les mouvances maurassiennes des années trente et leurs prolongements pendant le gouvernement de Vichy, voire après la Seconde Guerre mondiale (Bergès, 1997 ; Comte, 1991 ; Pasquier, 2003). En revanche, l'histoire de la géographie s'est peu penchée sur cette figure (Couzon, 2001). Évoluant auprès des administrations et de différents groupes de pression, Gravier ne faisait pas partie des milieux universitaires, même s'il les a côtoyés dans certaines instances, manifestations ou publications réunissant les mondes de l'action et du savoir. Il n'a accédé à un poste de l'enseignement supérieur français que tardivement, lorsqu'il fut nommé, à l'âge de 50 ans, sur l'initiative des milieux économiques, professeur au Conservatoire national des arts et des métiers.

La trajectoire de Gravier sera ici considérée sous le prisme de sa rencontre avec la thématique qui l'a conduit à la chaire Économie et organisation régionales du Cnam, celle de l'aménagement du territoire. Diverses dispositions, accumulées dès les années trente et converties dans la conjoncture de l'ouverture des possibles de l'après-guerre, doivent être considérées. Tout d'abord, son engagement politique qui lui a permis de construire un solide réseau, lié à la Jeune Droite, et d'investir dans des préoccupations comme la restitution des communautés locales grâce au régionalisme politique et administratif. Ensuite, son inscription disciplinaire, la géographie, au fur et à mesure associée à d'autres compétences : l'histoire, la démographie ou l'économie. Si la géographie lui a ouvert la voie vers l'aménagement du territoire, sa pluridisciplinarité lui a permis de dialoguer avec les autres savoirs participant à ce domaine, et de s'adapter aux reconfigurations de ce champ. Enfin, les appartenances institutionnelles qui ont scandé son parcours : la Fondation Carrel, qui l'a mis en contact avec les prospections d'une partie de l'État français en matière de décentralisation industrielle, le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme qu'il a rejoint à la Libération, le Commissariat général au Plan d'équipement et de modernisation avec lequel il a collaboré à partir de 1949 et enfin le Cnam où il a enseigné de 1965 jusqu'à sa retraite en 1983.

---

<sup>1</sup> Pour une présentation plus ample de l'historiographie, voir Dard, 2010.

## Une jeunesse à l'ombre de la géographie et des mouvements maurassiens

Issu d'une famille de la petite bourgeoisie intellectuelle, Jean-François Gravier est né le 14 avril 1915 à Levallois-Perret, où sa mère trouvait refuge dans sa famille après le déclenchement de la guerre<sup>2</sup>. Son père, Gaston Gravier, fils d'instituteur, né dans les Vosges, décrivait son épouse, Claire née Derulle, comme « *gaie, intelligente et instruite* »<sup>3</sup>. Géographe, diplômé de la faculté des Lettres de Lille où il fut élève puis ami d'Albert Demangeon, Gaston fut nommé lecteur de français à l'Université de Belgrade après avoir échoué au concours de l'agrégation de 1909. Le poste lui offrait l'opportunité de se diriger vers l'étude des pays slaves, domaine peu exploité à l'époque (Ginsburger, 2015). Au cours des cinq ans passés à Belgrade, Gaston Gravier était devenu « *un vrai spécialiste des questions serbes* », tout en préparant une thèse sur les régions naturelles de la Serbie (Demangeon, 1915, p. 456). Mobilisé à la guerre, il mourut au combat en juin 1915, sans avoir atteint ses 29 ans, une année seulement après son mariage et deux mois après la naissance de son unique enfant, Jean-François.

Différents indices suggèrent que les géographes proches de Gaston Gravier étaient restés en contact avec sa famille,

au moins dans un premier temps<sup>4</sup>. Jean-François, adopté par la Nation en 1919, a opté pour la géographie, dans le sillon de son père, auquel il a plus tard dédié *Paris et le désert français*. Après une khâgne à Henri-IV et une candidature infructueuse au concours de l'ENS, il poursuivit ses études à la Sorbonne. Entre-temps, Demangeon y avait été nommé professeur et sa présence semble avoir été importante pour le jeune homme, qui l'a ensuite souvent dépeint comme précurseur dans la prise de conscience des problèmes posés par l'extension parisienne et « *la dévitalisation de deux tiers du territoire national* » (Gravier, 1991, p. 15 ; voir aussi Gravier, 1947b, pp. 52 et 113). Agrégé d'histoire et de géographie en 1938, Jean-François Gravier fut nommé à son tour lecteur à l'Université de Belgrade en 1940. Tout en reproduisant la trajectoire de son père, ce détour par l'étranger contournait les opportunités universitaires restreintes offertes en France à ce jeune agrégé dépourvu de thèse, lui permettant d'échapper au professorat de l'enseignement secondaire. Il a cependant quitté la capitale yougoslave avant la fin de l'année universitaire, en mi-mai 1941, suite à l'invasion des forces de l'Axe (Gravier, 1942b).

Dès son entrée à la Sorbonne, à l'âge de 17 ans, Gravier s'était engagé à l'Action française, pour la quitter quatre ans plus tard, après l'avènement du Front populaire. Entre-temps, il s'était

<sup>2</sup> D'après les informations citées dans son acte de naissance, année 1915, n° 228.

<sup>3</sup> Lettre du 28 juillet 1913 de Gaston Gravier à Albert Demangeon, cité par Demangeon, 1915, p. 455.

<sup>4</sup> Dans un entretien donné à Isabelle Couzon le 7 mars 1995, Jean-François Gravier a déclaré avoir connu Jean Brunhes dans son enfance. Je remercie I. Couzon de m'avoir communiqué la transcription de cette partie.

rapproché du mouvement intellectuel dissident de l'Action française, Jeune Droite (Dard, 2010, p. 20). Après l'obtention de son diplôme, il collabora aux revues du mouvement *Combat*, *L'Insurgé* et *Civilisation*, lancées, à partir de 1936, sous les auspices entre autres de Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier et René Vincent. « François Gravier », comme il signait dans ce milieu politique, a publié entre 1937 et 1939 une vingtaine d'articles dans ces revues et un volume de la collection *Les Cahiers du Combat* (Gravier, 1939a). Il y aborde différentes questions d'actualité politique et sociale ou d'intérêt géographique, dans une visée d'approfondissement théorique d'une droite antiparlementaire, corporatiste, inspirée par le catholicisme social, orientations préparant son engagement enthousiaste à la Révolution nationale (Gravier, 1938b). De retour de Belgrade, il fut chargé de mission au service Études du secrétariat général à la Jeunesse, à l'instar d'autres intellectuels issus de l'Action française (Comte, 1991, pp. 46-47). C'était le début de son éloignement des institutions universitaires au profit d'une carrière proche de l'État. Détaché au secrétariat général à l'Information du doriotiste Paul Marion, il prit, le 30 septembre 1941, la direction de la nouvelle École nationale des cadres civiques juste avant son ouverture au Mayet-de-Montagne, près de Vichy. Officiellement association de loi 1901, l'École voulait former, dans des stages de deux à trois semaines regroupant une trentaine de personnes, les propagandistes professionnels de la Révolution nationale engagés par le

secrétariat général à l'Information. Au printemps 1942, il fut nommé chef de bureau au Bureau des études générales et de l'inspection du secrétariat général à la Jeunesse à Vichy (Bergès, 1997, pp. 218 et 221 ; Comte, 1991, pp. 371, 388 et 499). Dans un contexte d'affrontement entre les différentes fractions de Vichy sur l'encadrement de la Jeunesse, Gravier s'est montré partisan de l'imposition d'une organisation unique et obligatoire (Comte, 1991, pp. 47, 215 et 319). Pendant ce temps, il avait repris avec assiduité et enthousiasme la plume dans les nouvelles revues proches du régime, lancées à l'initiative des protagonistes de la Jeune Droite, *Idées* et *Demain*, à propos des thèmes liés à ses fonctions, à la Révolution nationale ou au corporatisme. Cependant, à la fin de 1942, il démissionna de son poste et interrompit sa collaboration avec les revues : c'était le moment du durcissement du régime et de l'intensification de la collaboration à la suite de quoi plusieurs collaborateurs de la première heure prirent leurs distances avec le régime de Vichy.

## **De la Fondation Carrel au Service de l'aménagement du territoire**

Se retrouvant sans poste, Gravier s'est adressé à François Perroux, à l'époque secrétaire général de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, dite Fondation Alexis Carrel,

établissement public de recherche créé en 1941 (Drouard, 1996). Les deux hommes s'étaient rencontrés dès avant la guerre dans le cadre des revues de la Jeune Droite, ou encore dans l'École des cadres civiques, où Perroux fut un des conférenciers. Fin 1941, Perroux a demandé à Gravier d'écrire, pour la collection Bibliothèque du peuple qu'il dirigeait aux Presses universitaires de France, un petit livre sur le thème Régions et nation. La demande ne saurait surprendre : la géographie régionale était un domaine disciplinaire solide et le régionalisme une revendication constante des milieux de droite où Gravier évoluait. Ses écrits dans la revue *Civilisation*, le montrent, dès avant la guerre, adepte d'un régionalisme capable d'endiguer le déclin provincial (Gravier, 1938a ; Dard, 2010, pp. 20-21). Paru en février 1942, le livre conjugait histoire et géographie, dressant l'évolution de la structuration territoriale de la France en fonction de son organisation politique et sociale. Il posait le diagnostic d'un équilibre rompu par la concentration à la fois politique, administrative et, plus récemment, industrielle de la capitale, prônant une « *renaissance nationale* » par « *les renaissances provinciales et locales* » (Gravier, 1942a, p. 62).

La thématique régionale, chère à Vichy, dans laquelle Gravier venait de faire ses preuves, a fourni la trame de sa collaboration avec la Fondation Carrel : chargé de mission, il prit la tête du Centre de synthèse régionale, rattaché au Département de Bio-sociologie, également dirigé par Perroux. Il démissionna en

décembre 1943, suivant, avec d'autres fidèles, le départ de ce dernier, en rupture avec Alexis Carrel<sup>5</sup>. Le passage par la Fondation a réorienté la carrière de Gravier à double titre. D'une part, il lui a fourni un réseau de connaissances, tremplin d'accès aux institutions d'aménagement territorial et de la planification économique de l'après-guerre. D'autre part, il lui a permis d'approfondir la question de la décentralisation industrielle, question structurant l'émergence de l'aménagement du territoire. En 1942, la préoccupation, bien antérieure, de la « décongestion industrielle » de la région parisienne fut revivifiée sous l'impact du ruralisme du régime mais aussi des premiers efforts planificateurs de l'État. Gravier avait brièvement repris cette perspective dans les conclusions de *Régions et nation* (Gravier, 1942a, pp. 62-63), puis, inspiré par un discours de Marion, dans un article de la livraison de septembre de *Demain* (Gravier, 1942c). Au même moment, la Délégation générale à l'équipement national (DGEN), créée en février 1941 par le gouvernement de Vichy pour préparer un plan d'équipement et coordonner les questions d'urbanisme, lançait une vaste étude censée dégager la doctrine d'une future politique de décentralisation industrielle (Couzon, 2001 ; Markou, 2020 ; Wendeln, 2011). Perroux et, par son intermédiaire, la Fondation Carrel furent des interlocuteurs essentiels de l'équipe chargée de l'étude.

<sup>5</sup> Archives de la Fondation Le Corbusier. F2 14 138. Jean-François Gravier, Lettre de résignation (copie), 1<sup>er</sup> décembre 1943. La démission fut acceptée à compter du 22 janvier 1944 : Archives nationales. 20000118/1. Décision n° 430, 13 janvier 1944.

Or, bien que le Centre de synthèse régionale fût chargé de la « *recherche sur le plan d'une région, des chances et des modalités d'une décongestion industrielle et commerciale* »<sup>6</sup>, permettant à Gravier d'approfondir ses propres conceptions, ce dernier ne fut pas réellement associé aux travaux de la Délégation, sans doute parce que ses conclusions différaient de celles de la DGEN<sup>7</sup>.

L'enthousiasme initial de Gravier pour la Révolution nationale n'a pas entravé sa carrière après la Libération. En janvier 1945, il fut chargé de mission au ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), héritier des services d'urbanisme de la DGEN, qui entendait profiter de la reconstruction pour promouvoir des réformes d'ampleur et remodeler le territoire de la France. Aussitôt nommé ministre, en novembre 1944, Raoul Dautry a cherché un géographe pour épauler l'« *équipe d'ingénieurs [...], d'architectes et d'urbanistes* » qui composait son ministère (Dautry, 1947, pp. 8-9). Il visait en particulier un géographe de « *l'école de Desfontaines et de Jean Brunhes pour parvenir à comprendre la vie régionale*

[...] »<sup>8</sup>. Gravier lui fut présenté par Jean Vergeot, un ancien de la Fondation Carrel (Pasquier, 2003, p. 106 ; sur Vergeot et la Fondation, voir Drouard, 1996, pp. 158, 164 et 215). L'ancien directeur du Centre de synthèse régionale, géographe préoccupé de la décentralisation industrielle et valorisant, à l'instar des Desfontaines et Brunhes, la dimension culturelle et historique de l'action humaine sur le paysage, répondait au profil recherché. Une fois engagé, Gravier s'attela à forger les principes d'une politique de décentralisation industrielle, censée régir la reconstruction des établissements industriels sinistrés. Il devait aussi conseiller les urbanistes du ministère au sujet des « *zones susceptibles de recevoir les industries à déplacer* »<sup>9</sup>. Il prodiguait ses conseils avec l'industriel Henri Bacot, dans le cadre d'une Mission de décentralisation industrielle, installée au sein du tout nouveau Service de l'aménagement du territoire de la Direction générale de l'urbanisme<sup>10</sup>. Il collaborait parallèlement à d'autres projets du Service, comme le desserrement de la région de Marseille et l'aménagement de la vallée de la Durance (Couzon, 2001, p. 166). Après le départ de Dautry, fin janvier 1946, la

<sup>6</sup> Selon le rapport transmis par Perroux à la Fondation le 24 décembre 1943, suite à sa démission (cité par Drouard, 1996, p. 219).

<sup>7</sup> Au tournant de 1944, l'équipe de la DGEN a pris connaissance des deux rapports relatifs à ce sujet produits par Gravier dans le cadre du Centre de synthèse régionale, mais elle n'a donné aucune suite (Gravier, [1943a] et [1943b]). Aucun des documents portant sur la collaboration de l'équipe avec la Fondation ne mentionne Gravier, le Centre de synthèse ou l'un de ces rapports : Archives nationales. 19770777/1 à 19770777/5.

<sup>8</sup> Raoul Dautry lors de la Discussion sur le budget des services civils pour l'exercice 1945, Séance du 5 mars 1945. *Journal officiel de la République française. Débats de l'Assemblée consultative provisoire* du 6 mars 1945, 15, p. 296.

<sup>9</sup> Archives nationales. 19770782/1. Procès-verbal n° 13 de la 17<sup>e</sup> séance des réunions des Inspecteurs généraux de l'urbanisme tenue le 7 mai 1945, pp. 2-3.

<sup>10</sup> Centre d'archives d'architecture du xx<sup>e</sup> siècle. Fonds Randet. B013. Art. 5. Contrôle du personnel [fin 1945]. Archives nationales. 307 AP 174. Dossier Notes des Services du MRU. Compte rendu d'activité du Service d'aménagement du territoire, s.d. [fin 1945 – début 1946].



Mission tomba en désuétude<sup>11</sup>. Gravier continua à collaborer avec le MRU, se rapprochant de son Service d'aménagement de la région parisienne, mais de manière, semble-t-il, plus distante. Pendant cette période, il avait par ailleurs pour un temps travaillé pour le Secrétariat général du Gouvernement (Massardier, 1996, p. 125). Accueilli au MRU, Gravier a eu l'occasion de connaître les dispositifs administratifs, de se documenter et de s'insérer dans le réseau d'acteurs de l'aménagement du territoire naissant et de l'urbanisme. Ses missions l'ont mis en contact avec des industriels et d'autres hauts fonctionnaires. Il a maintenu ses liens avec les fédéralistes et les autres milieux de droite, publiant nombre d'articles d'actualité dans des périodiques comme *Fédération*, *Preuves* ou la *Revue mensuelle littéraire et politique*. En 1948, il entama une longue collaboration avec l'hebdomadaire économique de droite *La vie française*, poursuivie jusqu'à 1987. Signe peut-être d'une relation plus lâche avec le MRU, il lui arrivait de se présenter, à la fin des années quarante, en tant qu'« éditorialiste »<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Elle disparaît ainsi des organigrammes et des rapports d'activité de la Direction de l'urbanisme. Les Fonds Randet conservent la copie non signée d'un contrat du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 1946. Le MRU confiait à Gravier « l'étude générale de toutes questions relatives à la décentralisation industrielle, ainsi que l'examen et l'instruction des dossiers de transferts d'entreprises industrielles et commerciales », prévoyant une rétribution journalière, « autant qu'il sera fait appel à ses services » Centre d'archives d'architecture du XX<sup>e</sup> siècle. Fonds Randet, B003. Art. 6. Contrat-type A, p. 2.

<sup>12</sup> Voir par exemple le débat radiophonique « Y a-t-il trop de paysans ? », diffusé le 27 janvier 1949 sur la Chaîne nationale, dans le cadre de l'émission « Tribune de Paris ».

## ***Paris et le désert français : une élaboration en dialogue avec l'administration (1943-1947)***

C'est immergé dans ces milieux administratifs et politiques, et porté par les débats de l'époque sur la décentralisation industrielle et la réforme de l'organisation de l'État (Pasquier, 2003, p. 107), que Gravier a élaboré *Paris et le désert français*. Le livre, préfacé par la personne qui lui a ouvert les portes du MRU, Raoul Dautry, fut publié en septembre 1947. Les documents permettent de tracer la généalogie de l'ouvrage. Après les premières mentions généralistes de 1942, Gravier a formé l'essentiel de sa réflexion dès 1943, dans le cadre de la Fondation Carrel et en réponse aux projets de la DGEN, réflexion ensuite progressivement étoffée et adaptée aux préoccupations, aux possibilités et aux outils d'action du MRU (Gravier, [1943a], [1943b], 1945ab, 1947a). Il a parallèlement tenté de la diffuser auprès des professionnels de la reconstruction (Gravier, 1945cde ; 1946ab), du patronat chrétien réformateur (Gravier, 1945fg) et des régionalistes (1945cde ; 1947c). Confrontée au contexte de la Libération, son argumentation a progressivement perdu les accents rappelant la Révolution nationale, passant d'un discours centré sur la restauration des communautés locales à celui du « repeuplement » des campagnes, tout en atténuant les mesures trop coercitives.

Dans le petit rapport de vingt pages préparé dans le cadre du Centre de syn



thèse régionale, aux alentours d'octobre 1943 (Fondation..., 1943, p. 109-2)<sup>13</sup>, Gravier, dans la continuité de son bref article dans *Demain* (Gravier, 1942c), constatait une double « *rupture d'équilibre dans les structures nationales* » engendrée par la centralisation industrielle (Gravier, [1943], p. 1). La première, reprenant explicitement l'analyse de la « *séparation prolétarienne* » théorisée par Perroux (Cohen, 2006, pp. 571 et 588), était une rupture sociale : l'isolement des ouvriers industriels « *du reste de la nation* », exprimé géographiquement par la formation des cités ou des banlieues ouvrières (Gravier, 1943a, pp. 2-3). La deuxième, la « *rupture entre l'économie industrielle et l'économie agricole* », signifie la destruction des industries traditionnelles locales et la concentration des « *déracinés* » dans les villes (Gravier, 1943a, pp. 4-5). Il devenait dès lors primordial de rapprocher les ouvriers des paysans afin de « *dissoudre le bloc prolétarien* » et de revitaliser les régions françaises en restituant les communautés locales (Gravier, 1943a, pp. 2-3 et 9-10). Quatre ans plus tard, ce discours de droite catholique et de corporatisme communautaire, sans disparaître, a laissé la priorité à une argumentation déclinée en termes de « *peuplement* » des campagnes au détriment de Paris,

gage de la reprise de la natalité et de l'amélioration de la « *race* » (Gravier, 1947b). La notion de peuplement, qui combine les approches démographique et géographique, nourrissait les travaux d'autres scientifiques cherchant une répartition optimum des populations et des activités sur le territoire français, notamment dans le cadre du tout nouvel Institut national d'études démographiques (Desrosières, 2008, p. 250), créé en 1945 sur les cendres de la Fondation Carrel. Les nombreuses références de Gravier au directeur de l'Ined, Alfred Sauvy, ses prises de position sur d'autres débats démographiques, comme quand il soutenait, s'opposant à René Dumont, l'augmentation de la population agricole, et les comptes rendus de ses livres publiés par la revue de l'Institut, *Population*, sont autant d'indices de son dialogue avec la démographie de l'après-guerre.

La première des deux parties du *Paris et le Désert français* (« *Bilan* ») s'efforçait de montrer les déséquilibres territoriaux dans une pluralité obscurcie par la thèse dichotomique du titre de l'ouvrage. Elle mobilisait une volumineuse documentation statistique, tout en cherchant les origines des déséquilibres dans l'histoire de la centralisation politique et administrative, renouant ainsi avec son premier livre (Gravier, 1942a). La deuxième partie (« *Programme* ») développait les termes d'une politique économique, démographique et institutionnelle dont l'exécution devait durer une quinzaine d'années. La décentralisation industrielle, parallèle à la revitalisation de

<sup>13</sup> Achievé peu avant son départ de la Fondation, le rapport fut reproduit par l'Institut de science économique appliquée (Isea) que Perroux venait de fonder. Je n'ai pas pu localiser la version reproduite par l'Isea mais elle est citée dans Brigniole A. & Teissedre J. (1954). « La décentralisation industrielle. Exposé fait au Centre des hautes études administratives », p. 58 : Archives nationales, 19790540/1.

l'agriculture soutenue par l'équipement rural et l'institution d'organismes régionaux à pouvoirs étendus, en constituait le socle. La « *mise en valeur industrielle du territoire* » passait en priorité par la « *renaissance des régions déficientes* » en raison de leur dépeuplement actuel ou en cours (Gravier, 1947b, pp. 296-297). La présentation d'une organisation régionale de la France déclinant les perspectives de chaque région concluait par ailleurs le livre – rituel répété dans la quasi-totalité des ouvrages suivants de Gravier. Mais Gravier s'attachait également aux modalités de la distribution des usines à l'intérieur d'une région (Gravier, 1947b, pp. 315-316). Sans refuser que certains établissements dussent rester dans le giron des grandes et des moyennes villes, voire de Paris, il préconisait leur dissémination autour des petites villes et dans la campagne, exploitant davantage les possibilités des transports routiers. Et pour montrer le réalisme de ses propos, il s'attaquait au « *colosse industriel* » des usines Renault, proposant leur décentralisation, en « *une quinzaine d'établissements spécialisés d'importance inégale* » (entre 12 000 et 250 salariés), situés de Reims à Verdun et Toul, en passant par Châlons-sur-Marne (Gravier, 1947b, pp. 321-326). Le programme impliquait ainsi un regard sur la « *dimension optima des usines* » que Gravier, adaptant le modèle fordien de l'entre-deux-guerres, pensait possible de réduire, dans bien de cas, à des établissements spécialisés de 100 ou 200 ouvriers (Gravier, 1947b, pp. 310-311 ; voir aussi pp. 287-289). Il impliquait également la dissémination

des personnels industriels. Certes, une partie habiterait les immeubles de trois étages à construire dans la banlieue des villes. Mais la plupart devaient loger dans les villages restaurés ou dans des maisons individuelles avec jardin, organisés en « *banlieue discontinue* », 15 à 20 km autour de l'usine. Cependant, si la décentralisation visait à diminuer la domination parisienne et la congestion des centres industriels comme Marseille, Lyon et Lille, Gravier ne refusait ni l'existence ni le rôle des grandes villes. Les seize régions qui devaient composer la France s'organisent – selon un vocabulaire géographique classique – autour d'autant de « *métropoles régionales* » (Gravier, 1947b, pp. 254 et 407). Nulle intention d'anéantir la capitale non plus ; au terme du projet nataliste de renaissance provinciale, le Grand Paris abriterait 10 % d'une France de 75 millions d'habitants, ce qui lui permettrait d'accroître doucement sa population (Gravier, 1947b, pp. 399-400).

La décentralisation industrielle préconisée par Gravier reposait sur une « *politique de colonisation intérieure* ». L'expression exacte apparaît en 1945 (Gravier, 1945a, p. 4), mais le terme de « *colonisation* » figurait dès sa toute première réflexion sur la « *dispersion industrielle* » (Gravier, 1942a, p. 63). Ce parallélisme entre provinces et colonies n'était pas exceptionnel à l'époque (Wendeln, 2011, pp. 225-281). L'évolution des modalités de la colonisation qu'il préconisait illustre bien l'atténuation progressive des mesures

coercitives permises par le contexte de la guerre. En 1943, il prévoyait le transfert de 400 000 travailleurs, à l'instar des migrations imposées aux fonctionnaires (Gravier, 1943a, pp. 11 et 17-19). À la fin 1945, il changeait de cible : les ouvriers décentralisés auraient été dégagés par le reclassement de l'énorme masse des « *parasites économiques* » travaillant dans le commerce et l'administration urbains (Gravier, 1945g, p. 6 ; 1946b, p. 82). En 1947, tirant profit de l'appel de la France à la main-d'œuvre étrangère, il y voyait la principale source des effectifs des industries décentralisées auxquels s'ajouterait, outre les parasitaires reclassés, « *une véritable ruée provenant de toutes les villes sinistrées ou surpeuplées – y compris Paris* », attirée par les logements et les autres conditions de la vie décentralisée (Gravier 1947b, pp. 211-234 et 346-352 ; la citation, 1947a, p. 12). Bien entendu, la colonisation devait être accompagnée d'une rigoureuse politique d'orientation et de formation professionnelles, préoccupations majeures de l'époque. Il convient aussi de souligner le positionnement de Gravier en faveur de l'égalité des salaires sur l'ensemble du territoire métropolitain, hissant les traitements provinciaux à la hauteur de la région parisienne. Il s'appropriait aussi les ambitions du MRU d'interdire, dans les centres urbains congestionnés, l'ouverture ou l'extension des établissements de plus de 100 salariés, les orientant vers les zones à industrialiser. La découverte des politiques de décentralisation industrielle entamée en Grande-Bretagne a enrichi

les dispositifs envisagés aussi bien par le MRU que par Gravier. À partir de 1946, la mesure phare était l'aménagement par l'État, dans les régions dépeuplées, des lotissements industriels, mis ensuite à disposition des patrons, suivant l'exemple des Trading Estates britanniques (Gravier, 1946b, p. 83 ; 1947b, pp. 310-311)<sup>14</sup>.

## La construction d'une position d'expert

Avec un tirage de 3 000 exemplaires rapidement épuisés, *Paris et le désert français* a connu un premier succès que son auteur attribuait à trois raisons (Gravier, 1970, p. 58 ; Gravier, 1991, p. 16). D'abord, à son « *titre percutant* ». Selon Jean Bastié, celui-ci fut trouvé par son éditeur au dernier moment (Bastie, 2006, p. 104), s'accordant aux intentions de l'auteur qui déclinait l'image du désert dans ses textes, soit pour affirmer les inégalités du territoire (1945c), soit comme défi : « *Il n'y a pas de désert en France. Toute région y a sa chance, pourvu qu'on lui donne des hommes* » (Gravier, 1947b, p. 404). Ensuite, à la chronique élogieuse publiée par Thierry Maulnier sur la première page du Figaro en avril 1948, faisant connaître le livre au grand public (Maulnier, 1948). L'ouverture surprenante d'un quotidien à

<sup>14</sup> Pour les intentions du MRU à adopter cette mesure, voir en particulier Archives nationales, 19770777/5. Direction des Programmes économiques du ministère de l'Économie nationale. Projet de loi relatif aux zones industrielles et à la décentralisation industrielle, 14 mars 1946, 3 p. dact.

un tel essai montre combien les anciens compagnons de l'avant-guerre ont servi de relais dans sa carrière. Jeune diplômé de géographie à l'époque, Gravier a collaboré avec Maulnier dès 1937 dans *Combat* et les autres revues de la Jeune Droite (Dard, 2010, p. 20). Il l'a retrouvé dans le mouvement Fédération, fondé en 1944 par des acteurs proches de ce milieu (Pasquier, 2003, pp. 103-106). *Paris et le désert français* a inauguré la collection L'homme et la Cité des éditions Le Portulan, lancées par Fédération (Pasquier, 2003, p. 106-107) ; puis la collection a accueilli ses deux ouvrages suivants (Gravier, 1949 et 1953b), la plupart des autres relevant directement de Flammarion qui, en 1954, a absorbé cette collection. Gravier contribuait aussi à l'organe du mouvement, *Fédération. Revue de l'ordre vivant*, mobilisé à son tour dans la promotion du *Désert*. Depuis ces colonnes il a dénoncé en octobre 1947 « *La congestion cérébrale de la France* », avec mention de son propre livre (Gravier, 1947c), tandis que le mois suivant, Louis Salleron, figure du corporatisme agrarien, faisait l'éloge de ce « *remarquable ouvrage* » (Salleron, 1947). Emmanuel Beau de Loménie, un autre ancien maurassien et figure de la droite pétainiste, a par ailleurs salué le livre dans la livraison de janvier 1948 des *Écrits de Paris*. Enfin, troisième raison de cette notoriété, le livre a bénéficié de la tribune de l'Assemblée nationale, cité par le député de la Loire, Eugène Claudius-Petit. Intéressé par les questions d'urbanisme, Claudius-Petit n'a pas eu connaissance du livre par la Fédération, dont il était proche (Pasquier, 2003, p. 107) mais par l'autre

lieu de référence de Gravier, à savoir l'un des chefs de service du MRU, auxquels Gravier avait distribué son ouvrage (Gravier, 1991, p. 16).

À la fin 1949, Gravier s'était rapproché du cabinet du ministre MRP de l'Agriculture, Pierre Pflimlin, les milieux agricoles, et le ministre personnellement, ayant favorablement accueilli le *Désert* (Chenu, 1994, p. 233 ; Pasquier, 2003, p. 106) ; il collabora à nouveau au deuxième ministère de Pflimlin à l'Agriculture (1950-1951)<sup>15</sup>. Il venait également de publier son troisième livre, *Mise en valeur de la France*, à son tour rapidement épuisé (Gravier, 1949). Comme tous ses ouvrages, il reprenait largement le précédent, tout en actualisant les données et les approches et en s'adaptant aux nouveaux débats et aux intérêts professionnels de son auteur. *Mise en valeur de la France* faisait davantage de place aux efforts de la planification et au langage économique. Son premier chapitre, « Le potentiel français en Europe », situait timidement la France dans une perspective européenne ; désormais, la dimension européenne de la question régionale serait – à l'instar de la Fédération – une constante dans l'œuvre de Gravier (Pasquier, 2003). Le MRU, de son côté, fut confié en septembre 1948 au député enthousiasmé par le *Désert*,

<sup>15</sup> Entretien Gravier à Couzon ; Archives du Cnam. Non coté. Dossier chaire d'Économie et organisation régionales. Malécot Y. (1965). « Allocution », *Techniques et économie industrielles*, p. 4. Voir aussi sa collaboration avec Michel Cépède, à l'époque chef du service d'études et de documentation au ministère de l'Agriculture (Gravier, 1950bc).

Eugène Claudius-Petit. En mars 1949, le nouveau ministre créa une Direction de l'aménagement du territoire et une année plus tard il annonçait la préparation d'un plan national d'aménagement du territoire. Cette conjoncture n'a pas resserré les liens de Gravier avec le MRU : au contraire, en cette fin de 1949, il entra en tant que chargé de mission au Commissariat général au Plan de modernisation et d'équipement, pour y rester seize ans. Selon ses dires, à cette époque, Gravier était « *plus ou moins en froid avec Claudius-Petit parce que [...] il était un inconditionnel de Le Corbusier, et [Gravier] pas du tout* »<sup>16</sup>. Son différend avec Le Corbusier était bien réel (Markou, 2013, p. 36), mais il faudrait attribuer cet éloignement plutôt à la place ambiguë de Gravier vis-à-vis des aménageurs du MRU et à la concurrence entre les institutions de planification économique et spatiale. On est ainsi tenté de voir, dans cet éloignement, une réactualisation de la place marginale des géographes dans ce ministère. Quant à ses conceptions, les aménageurs du MRU maintenaient avec elles un rapport ambivalent<sup>17</sup>. L'accord se formait autour d'un diagnostic établi dès le tournant du xx<sup>e</sup> siècle : la progression incessante et malvenue de la croissance

parisienne et de quelques autres centres urbains au détriment des campagnes. Il s'élaborait également autour d'une finalité, le repeuplement des campagnes. Gravier a offert à l'administration, d'une part, l'objectivation des disparités territoriales en matière économique, démographique et sociale et, d'autre part, avec le titre de l'ouvrage, l'image forte permettant de légitimer deux piliers des politiques d'aménagement du territoire projetées par le MRU : la décentralisation industrielle et l'équipement régional. L'apport était mutuel, Gravier construisant ses thèses en interaction avec le ministère au sein duquel il travaillait. Cependant, les hauts fonctionnaires ministériels ne prenaient pas à leur compte toutes les mesures qu'il préconisait, puisant avec éclectisme, au moins jusqu'au lancement du Plan d'aménagement du territoire en 1950, dans des conceptions différentes. Le chef du Service du plan d'aménagement national et des projets d'urbanisme du MRU, Pierre Randet, n'hésitait pas ainsi à prendre quelques distances d'un Gravier « *que son apostolat pour la décentralisation entraîne quelques fois au paradoxe* »<sup>18</sup>.

Le passage au Commissariat fut rendu possible par son ouverture vers la planification régionale, absente, en 1947, du plan Monnet. Pour Gravier, cet organisme paraissait désormais « mieux placé » que le MRU pour orienter les

---

<sup>16</sup> Entretien avec Gravier à Couzon.

<sup>17</sup> Parmi les acteurs intéressés par l'aménagement du territoire, il faudrait mentionner l'accueil enthousiaste réservé à *Paris et le désert français* par la revue dominicaine *Économie et humanisme*, qui retrouvait dans le livre les perspectives d'une France compatible avec la renaissance des communautés de base qu'elle soutenait (famille, atelier, village ou quartier) (Suavet, 1947). La revue jésuite réformatrice *Esprit* a également rendu compte du livre (R., 1949).

---

<sup>18</sup> Centre d'archives d'architecture du xx<sup>e</sup> siècle. Fonds Randet. B002. Art. 9. Premières conclusions de principe en matière de localisation de l'industrie. Communication de M. Randet à la Commission centrale d'études du Plan d'aménagement national, 9 novembre 1950, p. 8.

industriels sur le territoire et dégager les ressources nécessaires (Gravier, 1949, p. 250). Il confirmait vingt ans plus tard : « *Nous sommes bien placés pour savoir que ce service [de l'aménagement du territoire], dépourvu de tout moyen d'incitation financière, n'aménageait pas grand-chose et que son influence était fort médiocre* » (Gravier, 1970, p. 57). Ce passage réorientait sa carrière, y compris au niveau disciplinaire, vers l'économie. Les premiers signes remontaient en 1948, lorsqu'il a entamé sa longue collaboration avec l'hebdomadaire économique de droite *La vie française*, poursuivie jusqu'à 1987. Il a ensuite adapté son approche et son langage aux outils du Commissariat, comme le montre la comparaison de ses propos. Dans la note envoyée à la Direction de l'urbanisme, dès l'approbation du plan Monnet en janvier 1947, après avoir regretté l'absence de réflexion sur les « *localisations nouvelles d'industries et de logements* » qu'impliquait l'accroissement de production, il en profitait pour exposer à nouveau son propre programme (Gravier, 1947a, p. 1). En revanche, peu après avoir gagné le Commissariat, la répartition sur le territoire se faisait à travers « *la notion de programmes économiques régionaux* » (Gravier, 1950a, p. 9), ou des investissements régionaux (Gravier, 1953a). Cette réorientation fut davantage affirmée après son entrée, en juin 1959, au Conseil économique et social, où il a siégé au titre du développement économique régional jusqu'en août 1964, assurant la vice-présidence de la section Économies régionales. De 1960 à 1971, il a dirigé la revue *Économies régionales* (devenue

après 1965, *Essor industriel : économies régionales*), lancée à l'aide de la section. Il s'est ainsi présenté, dès sa première notice au *Who is who* de 1961, comme « *économiste et publiciste* ».

Au Commissariat, Jean-François Gravier a intégré le secrétariat général, où il a côtoyé à nouveau Jean Vergeot – qui sera nommé commissaire adjoint au Plan en 1952 –, tout en élargissant son réseau auprès des planificateurs. À partir de cette position, il investit très vite la plupart des grandes institutions de l'aménagement régional et national. Ses relations avec le MRU lui ont permis de représenter, à partir de 1950, le Commissariat à la Section de l'aménagement national et régional du Comité national de l'urbanisme, dépendante de ce ministère<sup>19</sup>. Il fut aussi membre, puis rapporteur général de la Commission de modernisation, d'équipement et d'aménagement de la Corse, dès sa création, à la fin de 1952, auprès du Commissariat et du MRU<sup>20</sup>. En revanche, il ne participa pas à la Commission centrale d'études pour le plan d'aménagement national, propre au MRU, créée en 1950<sup>21</sup>. Quand Edgar Faure et son ministre des Finances, Pierre Pflimlin, demandèrent au Plan d'élaborer

<sup>19</sup> Centre d'archives d'architecture du xx<sup>e</sup> siècle. Fonds Randet. B004. Art. 13. Procès-verbal de la séance plénière du 12 juillet 1951.

<sup>20</sup> Arrêté du 8 décembre 1952 créant une commission de modernisation, d'équipement et d'aménagement de la Corse, *Journal officiel* du 10 décembre 1952, p. 11379 ; arrêté du 1<sup>er</sup> août 1953 nommant un rapporteur général, *Journal officiel* du 12 août 1953, p. 7151.

<sup>21</sup> Centre d'archives d'architecture du xx<sup>e</sup> siècle. Fonds Randet. B002. Art. 9.



les programmes d'action régionale, Gravier rejoint le Comité national d'orientation économique (CNOE), institué le 31 mai 1955 et appela à donner son avis sur ces programmes<sup>22</sup>. En 1959, il représenta le CNOE au nouveau Comité des plans régionaux, censé harmoniser l'action des deux administrations de planification, le Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité et le ministère de la Construction<sup>23</sup>. C'est pour améliorer la coordination qu'un Conseil supérieur fut créé en janvier 1960 au ministère de la Construction. Gravier siégea à la section de l'Aménagement du territoire, présidée par Philippe Lamour, puis à l'organisme qui suivit, la Commission nationale de l'aménagement du territoire, créée en même temps que la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar) en février 1963 et placée auprès du Plan<sup>24</sup>. Il a également participé à d'autres Commissions de modernisation, comme celle du tourisme ou, entre 1957 et 1962, la Commission de la main-d'œuvre, présidée par Jean Fourastié.

<sup>22</sup> Décret du 31 mai 1955 portant création d'un comité national d'orientation économique, *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin 1955, p. 5549 ; arrêté du 31 mai 1955 nommant les membres du comité, *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> juin 1955, p. 5552.

<sup>23</sup> Décret n° 58-1459 du 31 décembre 1958 relatif à l'établissement de plans régionaux de développement économique et social et d'aménagement du territoire, *Journal officiel* du 4 janvier 1959, p. 263 ; arrêté du 15 avril 1959 portant nomination des membres du comité, *Journal officiel* du 17 avril 1959, p. 4273.

<sup>24</sup> Arrêté du 14 février 1963 désignant les membres de la Commission nationale d'aménagement du territoire, *Journal officiel* du 15 février 1963, p. 1537.

Son expertise s'étendait auprès des institutions de développement régional indépendantes du Plan, comme la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui l'a appelé en 1957 pour étudier les perspectives de deux bassins charbonniers d'Auvergne et de l'Aquitaine (Gravier, 1957b) ; une décennie plus tard, il étudiait les Alpes du Sud à la demande de l'Association pour le développement et l'étude des techniques des arts et métiers (Adetam)<sup>25</sup>. Il mit en outre son expertise au service des initiatives régionales comme le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (Celib), groupe de pression créé en 1950. Il intervenait parallèlement dans des écoles préparant à l'encadrement : l'École nationale d'administration (Éna) en 1952, ou, en 1953 et 1956, aux cycles de perfectionnement de fonctionnaires déjà en exercice organisés par le Centre de hautes études administratives. En 1954-1955, il intervenait au Centre économique et social de perfectionnement des cadres, organisé par la Confédération générale des cadres (CGC) et la Fédération nationale des syndicats d'ingénieurs et de cadres (FNSIC-CFTC). Il publiait parallèlement maints articles dans des revues d'information économique et administrative (*Droit social*, *La Revue administrative*, *Cahiers d'information économique*, *Notre Europe*, *Hommes et Commerce...*), de vulgarisation (*Sciences et avenir*), tout en poursuivant sa collaboration avec les revues de droite *La vie française*, *Fédération* ou *Preuves*.

<sup>25</sup> Information donnée par Veyret-Vernet, 1970.



Pendant la période de sa collaboration avec le Commissariat au Plan, Gravier a publié trois ouvrages<sup>26</sup>. Se voulant délibérément « moins subjectif », *Décentralisation et progrès technique* se composait de 122 courts textes-commentaires d'un graphique ou d'une carte thématiques (Gravier, 1953b, p. 5). La référence au progrès technique rendait compte de la rencontre de Gravier avec les travaux de Lewis Mumford<sup>27</sup> auquel il a emprunté la classification de l'évolution de la civilisation en trois phases (éotechnique, paléotechnique et néotechnique), qui organisaient le récit historique de ses livres suivants. La classification lui permettait ainsi de réaffirmer la thèse – classique dans ce type de débat – que la décentralisation des activités et des populations étaient désormais possibles grâce aux technologies de l'ère néotechnique. Cinq ans plus tard, une deuxième édition très remaniée du *Désert* voyait le jour. Prenant ses distances avec les déplorations de l'édition originale, elle détaillait les « débuts d'une révolution française » que constituait la renaissance démographique et économique de l'après-guerre et signalait les avancées en matière de décentralisation (Gravier, 1958, p. 98). Sans abandonner les objectifs de la renaissance régionale et les moyens mis en avant par la première édition, Gravier renouvelait son langage et systématisait

son approche en termes de « *maillage industriel* » régional ou de « *maillage urbain* », par exemple (Gravier, 1958, pp. 202 et 214). Il peaufinait son approche dans son livre ultérieur, *L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises*, en reprenant le terme, officialisé par le Plan puis par la Datar, de l'« *armature urbaine* » (Gravier, 1964a). Ce livre – le premier à avoir dans son titre le terme d'aménagement du territoire – disposait d'une dimension plus pédagogique dans la présentation des outils d'analyse et d'intervention de l'aménagement<sup>28</sup>. C'est probablement pour cela qu'il a pu bénéficier d'une double traduction, en italien et en espagnol (Gravier, 1967ab), fait peu fréquent pour l'œuvre de Gravier (Dard, 2010, pp. 36-37).

La réédition de *Paris et le désert français* accompagna la période de consécration de son auteur. Déjà en 1957, intervenant dans les intenses débats sur la crise du logement, l'exode rural et l'aménagement du territoire, Roger Leenhardt et Sydney Jezequel réalisaient le court-métrage *Paris et le désert français*, inspiré du livre de 1947. Sa réédition connut un succès encore plus large, couronnée en 1959 avec le Grand prix Gobert d'histoire de l'Académie française. Lors des deux derniers des cinq entretiens donnés à la télévision en novembre et décembre 1958, le nouveau ministre de la Construction du gouvernement de Gaulle, Pierre

<sup>26</sup> En 1949, dans la deuxième de couverture de la *Mise en valeur de la France*, il annonçait un livre, jamais publié, sur Colbert.

<sup>27</sup> Il s'agit de son livre *Technics and Civilization*, publié à New York en 1934, qui venait d'être traduit en français (Mumford, 1950).

<sup>28</sup> Cette dimension d'information opérationnelle était exposée déjà dans Gravier, 1960 et 1961ab.

Sudreau, a repris à son compte l'image qui faisait le titre de l'ouvrage, reproduisant des larges extraits du film (Cohen, 2004). Marqué politiquement à droite, Gravier a su collaborer avec différents gouvernements, dans la mesure où ils affichaient la volonté de confiner la domination parisienne. Sous la présidence de de Gaulle (1959-1969), cette orientation fut bouleversée, entraînant la double critique de Gravier, puis son éloignement de l'administration au profit de l'enseignement supérieur. La première critique portait sur le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne (SDAURP), élaboré sous la direction de Paul Delouvrier à partir de 1961. Prenant acte de la croissance inévitable de la région parisienne, le Schéma cherchait à l'orienter, en aménageant les transports et des Villes nouvelles. La deuxième critique portait sur les projets régionalistes proposés par de Gaulle, accusés de renforcer le pouvoir préfectoral au lieu de rendre les régions plus autonomes (Dard, 2012). C'est engagé dans ce combat qu'il a publié ses deux livres suivants (Gravier, 1970 et 1971) et qu'il a repris son titre célèbre, *Paris et le désert français en 1972*, dans un ouvrage cependant « *presque entièrement nouveau* » (Gravier, 1972, 4<sup>e</sup> de couverture). La question régionale (Gravier, 1970) s'ouvrait également à la théorie des lieux centraux de Walter Christaller, qui commençait à l'époque à être diffusée en France (Robic, 2001), la comparant avec l'armature urbaine qu'il préconisait.

## La conversion vers l'enseignement supérieur

La chaire d'Économie et organisation régionales fut fondée par le Crédit populaire de France (CPF)<sup>29</sup>, groupe bancaire semi-public, présidé par l'inspecteur des finances Yves Malécot. Attribuant des crédits professionnels à l'échelle locale, le CPF était un acteur direct de l'expansion régionale. L'enseignement fut proposé en février 1965 – deux ans après la création de la Datar –, se situant explicitement « *au moment où l'esprit, la doctrine et les objectifs de l'Aménagement du Territoire se précisent, à la faveur de la régionalisation du V<sup>e</sup> Plan* »<sup>30</sup>. Couvrant la période 1966-1970, le Ve Plan régionalisait les programmes d'équipement et mettait en place les Commissions de développement économique régional (Coder)<sup>31</sup>. C'est dans ce cadre que le CPF a souhaité « *contribuer aux recherches et à la diffusion des études* » en matière d'organisation économique régionale, en finançant une chaire pendant cinq ans, au moyen de versements annuels de 50 000 francs<sup>32</sup>. Hormis les recherches, le titulaire de la chaire devait assurer des

<sup>29</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, pp. 23 à 36 ; et pp. 39-51.

<sup>30</sup> Archives du Cnam. Non coté. Dossier chaire d'Économie et organisation régionales. Malécot Y. (1965). « Allocution », *Techniques et économie industrielles*, p. 1-5. La citation, p. 2.

<sup>31</sup> Archives du Cnam. Chaire d'Économie et d'organisation régionales. Audition du candidat, procès-verbaux, CP 1965, pp. 41-42.

<sup>32</sup> Archives du Cnam. Non coté. Dossier Projet de création d'une chaire d'Économie et organisation régionales, Extrait des procès-verbaux, CA 1965, p. 1.

cours destinés à former les « *techniciens de l'aménagement régional* », dont les cadres locaux<sup>33</sup>. Le Cnam paraissait dès lors l'établissement approprié, « *s'adressant à un public fort large de volontaires, en activité dans toutes les industries et affaires* »<sup>34</sup>. Conformément au règlement, le fondateur de la chaire désignait aussi le premier titulaire. Pour le président du Crédit populaire de France, « *nul n'avait certes, parmi ses pairs et ses émules, plus de titres* » que Gravier, à la fois « *pionnier, promoteur, et animateur du régionalisme* »<sup>35</sup>.

Cette création « *nécessaire* », concernant « *un problème extrêmement important* », a été favorablement accueillie par les instances du Cnam<sup>36</sup>. Néanmoins, le langage policé des procès-verbaux laisse apparaître certaines interrogations minoritaires sur l'orientation de l'enseignement, reflets des débats sur les politiques elles-mêmes. Certes, le titre de la chaire, Économie et organisation régionale, prenait acte de l'ouverture du candidat vers la discipline économique. Mais le régionalisme restait un enjeu : faudrait-il mettre « *l'accent sur le caractère*

*régional de ce qui est en définitive l'aménagement du territoire, bien que ses mots n'aient pas été prononcés ?* » ou bien s'attacher à « *former ce que l'on pourrait nommer des 'régionalistes qualifiés'* », se félicitant « *de ne pas voir figurer dans le titre les termes 'aménagement du territoire' qui ont un arrière-fond politique* » ?<sup>37</sup> C'est par ailleurs comme une opposition entre « *plusieurs écoles* » qu'est interprété par certains membres du Conseil d'administration, le nombre des abstentions lors de la délibération du Conseil de perfectionnement, interprétation toutefois démentie par le directeur du Cnam<sup>38</sup>. Plus que ses thèses précises, les enseignants très favorables à l'égard de Gravier – des vieilles connaissances, soulignaient son expertise. L'économiste Jean Fourastié saluait un « *spécialiste averti des questions* », tandis que l'ancien professeur à la Sorbonne pendant la scolarité de Gravier, le géographe André Cholley, appréciait qu'il « *[ait] l'expérience de ces problèmes et [ait] été chargé d'enquêtes* »<sup>39</sup>. La figure d'expert traversait en filigrane les nombreuses craintes d'un manque

<sup>33</sup> Georges Liet-Veaux, professeur de droit immobilier appliqué à la construction et l'habitation. Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, p. 44.

<sup>34</sup> Archives du Cnam. Non coté. Dossier Projet de création d'une chaire d'Économie et organisation régionales, Extrait des procès-verbaux, CA 1965, p. 1.

<sup>35</sup> Archives du Cnam. Non coté. Dossier chaire d'Économie et organisation régionales. Malécot Y. (1965). « *Allocution* », *Techniques et économie industrielles*, p. 3.

<sup>36</sup> Réciproquement Jean-Baptiste Ache, professeur d'histoire de la construction, et Jean Fourastié. Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, pp. 33 et 32.

<sup>37</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965. La première position est exprimée par Ache (p. 33), la deuxième par Liet-Veaux (p. 44). Quittant la chaire en 1983, Gravier dira que l'intitulé visait « *d'éviter une confusion avec la jeune administration de l'Aménagement du territoire institué en 1963 [la DATAR]* » (Jean-François Gravier, Rapport sur la situation de la chaire dans le Cnam, procès-verbaux, CP 1983, p. 179).

<sup>38</sup> Archives du Cnam. Non coté. Dossier Projet de création d'une chaire d'Économie et organisation régionales, Extrait du CA 1965, pp. 2-3.

<sup>39</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, pp. 32 et 34.

de cohérence de l'enseignement, qui ne devait pas être conçu comme « *une série de conférences* »<sup>40</sup>. L'enseignement devait prendre le temps de s'approfondir sur deux ans au lieu de l'année unique prévue<sup>41</sup>. Attitude habituelle lors de la fondation des nouveaux enseignements, Gravier était vanté pour son interdisciplinarité, à la fois géographe, historien et économiste, voire humaniste et journaliste, mais aussi pour « *son démon de la recherche appliquée* », puisqu'il était « *éloigné des spéculations abstraites sans y être indifférent* »<sup>42</sup>. Le candidat les rejoignait affirmant que son enseignement s'échapperait « *du cadre strictement cloisonné des Facultés* »<sup>43</sup>. L'interdisciplinarité permettait en outre à la chaire de se démarquer du cours de géographie économique assuré au Conservatoire par l'agrégé et ancien homme politique Jean-Jacques Juglas<sup>44</sup>.

Nommé professeur à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1965<sup>45</sup>, Gravier prononça sa leçon inaugurale le 3 novembre, sous

la présidence d'Yves Malécot. Son cours faisait partie du diplôme d'études supérieures économiques (DESE), Évolution des faits économiques<sup>46</sup>. Ses quarante leçons d'une heure et demie, au rythme de deux par semaine étaient organisées en quatre parties : Le fait régional au xx<sup>e</sup> siècle ; les équilibres internes et externes ; la promotion régionale ; et les institutions régionales<sup>47</sup>. Leur contenu reposait sur son dernier livre (Gravier, 1964a), ponctué de travaux pratiques et d'études de cas. Les réorganisations post-soixante-huitardes n'ont pas modifié substantiellement la structure du cours, mais elles ont renforcé sa position. Il formait l'élément principal du département des Sciences de l'aménagement et de la mise en valeur, créé en 1969, et dont Gravier assura la présidence pendant sept ans, de 1974 à 1981. À partir de 1970, son enseignement était dispensé sur deux ans, le premier étudiant l'évolution des structures régionales, des localisations économiques et du peuplement, le deuxième les « *politiques de l'aménagement, en vue de la définition d'une doctrine, et aux problèmes d'organisation régionale (déconcentration, décentralisation, fédéralisme)* »<sup>48</sup>. En 1975, la chaire fut reprise par l'État, le Crédit populaire

<sup>40</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, pp. 32-34. L'expression est de Pierre Ailleret mais Arche, Liet-Veaux et Cholley ont repris ce point de vue.

<sup>41</sup> Voir les prises de position des Fourastié, Ache, Cholley et Juglas, dans procès-verbaux, CP 1965, pp. 32-34 et 43-44.

<sup>42</sup> Archives du Cnam. Non coté. Dossier chaire d'Économie et organisation régionales. Malécot Y. (1965). « Allocution », *Techniques et économie industrielles*, passim.

<sup>43</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, p. 42 ; voir aussi l'approbation de cette dimension interdisciplinaire par Liet-Veaux, p. 44.

<sup>44</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, p. 32 ; et aussi, pp. 42-43 et 46.

<sup>45</sup> Décret du 9 août 1965 portant nomination d'un professeur au Conservatoire national des arts et métiers, *Journal officiel* du 13 août 1965, p. 7191. La chaire fut

créée le 14 juin 1965, *Journal officiel* du 18 juin 1965, p. 5073.

<sup>46</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1966, p. 32.

<sup>47</sup> Archives du Cnam. Procès-verbaux, CP 1965, pp. 42 et 53-54 ; et Registre des cours 1966-1967, pp. 151-152.

<sup>48</sup> Archives du Cnam. Jean-François Gravier, Rapport sur la situation de la chaire dans le Cnam, procès-verbaux, CP 1983, p. 180.

passant le relais après un financement de dix ans au lieu des cinq initialement prévus<sup>49</sup>. Elle a été renommée chaire de l'Aménagement du territoire le 15 janvier 1980. Entre 1975 et 1983, année où Gravier a pris sa retraite, quarante-trois DESE option Aménagement du territoire ont été délivrés à des élèves venant, entre autres, des services liés à l'aménagement du territoire, des collectivités locales ou de différents types d'entreprises, y compris des pays étrangers, une partie non négligeable des auditeurs étant étudiants ou chômeurs<sup>50</sup>.

## Aux marges des disciplines savantes

*L'espace vital*, ouvrage publié en 1984, venait clore la carrière de Gravier. Ses interventions suivantes – et ses multiples entretiens accordés aux chercheurs – relevaient du témoignage (Gravier, 1991) ou de courts textes de valorisation (Gravier, 1987). Agrégé d'histoire et de géographie, maniant les analyses démographiques et économiste déclaré, Gravier ne faisait pas partie des cercles savants et universitaires. Ses livres relevaient de l'essai, du rapport ou, plus tard, du manuel, plutôt que des normes académiques. Il ne publia

que trois articles seulement dans les revues disciplinaires, elles-mêmes proches de l'action. Le premier fut accueilli par *Population* (1950b)<sup>51</sup>, les deux autres étant parus en 1956 dans des numéros thématiques sollicitant des administrateurs et des hommes politiques : celui de la *Revue française de sciences politiques*, introduit par Edgard Pisani, était consacré à l'aménagement du territoire, opposant Gravier à Michel Debré (Gravier, 1956a) ; et celui de la *Revue économique*, éditée sous l'égide de l'École pratique des hautes études, portait sur la région parisienne (Gravier, 1956b). Le professorat a cependant rapproché Gravier des milieux universitaires de géographie lorsqu'ils se sont ouverts à leur tour à l'enseignement de l'aménagement du territoire. Il a en particulier participé à la création en juin 1976 du Diplôme d'études approfondies (DEA) commun entre l'Université Paris IV, l'Université Paris X et le Cnam, appelé Aménagement, planification et urbanisme, renommé en 1981 Géographie et aménagement. Par ailleurs, c'est à l'âge de 70 ans qu'il est devenu membre de la Société de géographie, lorsqu'elle lui a décerné, le 25 novembre 1985, le prix Malte-Brun, la même année où il a été élu membre correspondant de la section générale de l'Académie des sciences morales et politiques. Trois ans plus tôt, il avait reçu le grade de chevalier dans l'ordre des Palmes académiques (décret du 19 novembre 1982).

<sup>49</sup> Archives du Cnam. Non coté. Dossier chaire d'Économie et organisation régionales, Lettre Malécot à Laurent Citti, directeur du Cnam, 19 juin 1975.

<sup>50</sup> Archives du Cnam. Hélène Sergent, Rapport à la Commission des vacances de la chaire d'Aménagement du territoire, procès-verbaux, CP 1983, pp. 181-183.

<sup>51</sup> Voir aussi sa contribution dans la collection *Travaux et documents* de l'Ined (Gravier, 1957a).

Sans le considérer l'un des leurs, les milieux savants s'intéressaient pour autant aux prises de position de cet acteur proche des instances décisionnelles, ce que confirment les recensions de ses livres (Dard, 2010, pp. 26-30 ; 2012, p. 41). Il faut noter que les trois éditions de son titre le plus célèbre ont été peu commentées par les revues savantes. Lucien Febvre fut l'une des rares exceptions, recommandant avec élan en 1950 sa lecture, à « *la fois par ce qu'il apporte de nouveau. Et par ce qu'il engendre de salubre, de dynamique colère* » (Febvre, 1950, p. 386). La recension était motivée par le dialogue des *Annales* avec les géographes et les sociologues, et l'ouverture de la revue aux questions sociales de la France de l'après-Seconde Guerre. Les revues d'histoire n'ont pas porté davantage d'attention à Gravier, en dépit des rituelles excursions historiques qui introduisaient ses livres, jusqu'au moment où il sera lui-même objet de la recherche historique. C'est lors de son basculement vers ce nouveau statut que l'historienne de la reconstruction, Danièle Voldman, condamna sans appel son dernier livre : « *un trop rapide survol des problèmes posés par les politiques urbaines* » (Voldman, 1984, p. 162).

Si les revues de géographie étaient plus prolixes, les revues nationales ont peu commenté ses travaux, Philippe Pinchemel étant bienveillant dans les *Annales de géographie* (Pinchemel, 1971) tandis que Jacqueline Beaujeu-Garnier se montrait réservée dans *L'information géographique* (Beaujeu-

Garnier, 1954). L'intérêt provenait des revues régionales (*Revue de géographie alpine*, *Noréis*, *Revue de géographie de Lyon*), par des géographes impliqués dans la revitalisation des régions. Le jugement était positif si leur action se situait dans le prolongement des thèses de Gravier (Germaine Veyret-Verner, Philippe Pinchemel, Lucien Gachon) ; autrement, et plus rarement, négatif comme dans le cas de Bernard Kayser, proche de la Datar (Kayser, 1972). On peut aussi interpréter à cette aune l'exclusion de Gravier d'une manifestation interdisciplinaire majeure, savante mais à visée pratique, la « Deuxième semaine sociologique ». Organisée en 1951 par le Centre d'études sociologiques, elle réunissait des participants moins enclins, en règle générale, à dénoncer l'accroissement de la capitale qu'à discuter les rapports entre villes et campagnes dans une plus grande complexité (Friedmann, 1953)<sup>52</sup>.

La revue de l'Ined, *Population*, rendit compte de la quasi-totalité des ouvrages de Gravier. Louis Chevalier ouvrit le bal avec une critique très offensive de *Paris et le désert français* (Chevalier, 1947). Certes il souligna « *la somme de questions que [Gravier] aborde avec une égale distance et un égal talent* » et apprécia l'optique épistémologique du

<sup>52</sup> On peut ici ajouter la présentation très critique de Nicole Haumont dans la *Revue française de sociologie* (Haumont, 1966), à propos de *L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises* ; et, à propos du même ouvrage, la longue description sans jugement de Daniel Faudry dans les *Études rurales* (Faudry, 1968).



livre, « *de tout ramener aux phénomènes de population* ». Mais ceci pour mieux fustiger « *le programme de localisation industrielle qu'il dresse* » ainsi que sa dimension autoritaire et coercitive. Une fois encore, la plume était tenue par un savant qui était acteur de l'aménagement, Chevalier étant l'un des protagonistes des études sur la décongestion des centres industriels menées sous Vichy (Markou, 2020). La relève fut prise par Alfred Sauvy, qui présenta trois autres livres. Le directeur de l'Ined était très fréquemment cité par Gravier et ils eurent l'occasion de siéger ensemble dans les institutions de planification. Peu disposé à assigner de grandes ambitions à l'aménagement du territoire (Friedmann, 1953, pp. 81-92), Sauvy rendait compte avec bienveillance des ouvrages de Gravier, tout en doutant du réalisme de ses propositions (S[auvy], 1949 et 1954) ; il accueillit avec moins de réserves *L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises*, bornant sa lecture à « *la clarté de la présentation et la solidité de la documentation* » (S[auvy], 1966)<sup>53</sup>.

Malgré une œuvre fustigeant la dénatalité, Gravier n'a pas eu d'enfants, marié le 25 février 1963, à l'âge de 47 ans, avec Christiane Martin, veuve Granier, de trois ans sa cadette. Veuf à son tour, il est décédé dans ce Paris hypertrophique où il a vécu presque toute sa vie active, le 11 novembre 2005.

## Ouvrages, articles et rapports cités de Jean-François Gravier

(1938a). « La Bretagne (René Musset) ». *Civilisation*, 1, p. 17.

(1938b). « Notes sur la révolution politique ». *Combat*, 28, s.p.

(1939a). *Principes d'une politique extérieure française*. Paris : Combat.

(1942a). *Régions et nation*. Paris : Presses universitaires de France.

(1942b). « À Belgrade il y a un an. Le récit d'un témoin ». *Demain*, 11, pp. 1 et 6 ; 12, pp. 1 et 6 ; 13, p. 6 ; 16, p. 6 ; 17, p. 6.

(1942c). « La résurrection des communes ». *Demain*, 34.

(1943a). *Les justifications humaines d'une décentralisation industrielle et ses modalités*. [Archives nationales, Site Pierrefitte, 19770777/3].

(1943b). *La décentralisation et le fait urbain*. Rapport n° 2 : Archives nationales, Site Pierrefitte, 19770777/3.

(1945a). *Une politique de décentralisation industrielle*. Centre d'archives d'architecture du xx<sup>e</sup> siècle, Fonds Randet, B003, Art. 6.

(1945b). « Nécessité de la décentralisation industrielle ». *Bulletin d'information et de documentation*, 9, pp. 36-40. Archives nationales, Site Pierrefitte, 19790540/1.

(1945c). « Décentralisation industrielle ». *Le Maître d'œuvre de la reconstruction française*, 1, p. 2.

(1945d). « Centralisation concentration congestion ». *Le Maître d'œuvre de la reconstruction française*, 2, p. 2.

<sup>53</sup> Les trois autres recensions de *Population*, très positives, provenaient de différents auteurs.



- (1945e). « Les causes de la congestion industrielle ». *Le Maître d'œuvre de la reconstruction française*, 5, p. 2.
- (1945fg). « Décentralisation industrielle, problème national ». *La production nationale*, 2, pp. 3-5 ; 3, pp. 5-8.
- (1946a). « Décentralisation ». *Le Maître d'œuvre de la reconstruction française*, 11, p. 1.
- (1946b). « La politique de décentralisation industrielle ». *Œuvres et maîtres d'œuvre*, 4, pp. 81-84.
- (1947a). « Géographie du Plan ». Archives nationales, Site Pierrefitte, 197707888/8.
- (1947b). *Paris et le désert français. Décentralisation, équipement, population*. Paris : Le Portulan.
- (1947c). « Congestion cérébrale de la France ». *Fédération. Revue de l'ordre vivant*, 33, pp. 16-18.
- (1949). *Mise en valeur de la France*. Paris : Le Portulan.
- (1950a). « Le Plan Monnet et le relèvement économique de la France ». *La Revue administrative*, 13, pp. 6-10.
- (1950b). « Productivité et population ». *Population*, 2, pp. 301-310.
- (1950c). « La clé du problème agricole : enseignement et vulgarisation ». *Les aspects économiques, techniques et sociaux de l'expansion agricole*. Paris : Librairie sociale et économique.
- (1953a). « Le premier plan Monnet et les perspectives du second ». *Économie et humanisme*, 79, pp. 65-68.
- (1953b). *Décentralisation et progrès technique*. Paris : Le Portulan Flammarion.
- (1956a). « Organisation territoriale et expansion régionale ». *Revue française de science politique*, 2, pp. 291-300.
- (1956b). « Problèmes de la région parisienne ». *Revue économique*, 6, pp. 971-977.
- (1957a). « L'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc ». *Région Languedoc-Roussillon : économie et population*, Paris, Presses Universitaires de France.
- (1957b). *Auvergne-Aquitaine. Études régionales d'emploi*. Luxembourg : Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.
- (1958). *Paris et le désert français*. Paris, Flammarion (2<sup>e</sup> édition mise à jour).
- (1960). « ABC de la décentralisation ». *Économies régionales*, 1, pp. 43-50.
- (1961ab). « ABC de la décentralisation ». *Économies régionales*, 2, pp. 37-45 ; 3, pp. 38-44.
- (1964a). *L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises*. Paris : Flammarion.
- (1967a). *La ordenación del territorio y el futuro de las regiones francesas*. Madrid : Presidencia del Gobierno. Secretaría General Técnica (trad. espagnole de 1964a).
- (1967b). *La pianificazione territoriale in Francia*. Vicenza : Marsilio, (trad. italienne de 1964a).
- (1970). *La Question régionale*. Paris : Flammarion.
- (1971). *Économie et organisation régionales*. Paris : Masson.
- (1972). *Paris et le désert français en 1972*. Paris : Flammarion.
- (1973). *L'organizzazione regionale*. Naples : Edizioni Scientifiche Italiane (trad. ita-

lienne de 1971).

(1984). *L'Espace vital. Du paradis terrestre à l'aménagement du territoire*. Paris : Flammarion.

(1987). « Postface ». In R. Urich. *La France inverse ?* Paris : Economica, pp. I-IX.

(1991). « Paris et le désert français : quarante ans après ». *Les Cahiers du CREPIF*, 34, pp. 15-23.

## Comptes-rendus des ouvrages de J.-F. Gravier

Beau de Loménie E. (1948). « Paris et le désert français ». *Écrits de Paris*, pp. 107-110.

Beaujeu-Garnier J. (1954). « Jean-François Gravier : Décentralisation et progrès technique, 1954 ». *L'information géographique*, 3, p. 125.

C[hevalier] L. (1947). « Gravier J.-F., Paris et le désert français ». *Population*, 4, p. 816.

Faudry D. (1968). « J.-F. Gravier, L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises ». *Études rurales*, 1, pp. 110-112.

Febvre L. (1950). « Paris et le désert français ». *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 3, pp. 384-385.

Fénelon P. (1972). « J.-F. Gravier. Économie et organisation régionales ». *Norois*, 76, pp. 750-752.

Gachon L. (1951). « M. Cepède, J.-F. Gravier, J. Ratineau, P. Maestracci, J. Keilling, R. Savatier, L. Leroy, M. Houdet, Les aspects économiques, techniques et sociaux de l'expansion agricole ». *Revue de géographie de Lyon*, 3, pp. 381-382.

Gachon L. (1954). « Les rapports villes-campagnes : le sens prévisible de leurs lignes

d'évolution ». *Norois*, 3, pp. 201-218.

Kayser B. (1972). « Le phénomène régional : [...] J.-F. Gravier, Économie et organisation régionales ; La question régionale ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 1, pp. 93-94.

Haumont N. (1966). « Gravier J.-F. L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises ». *Revue française de sociologie*, 1, pp. 117-118.

Maulnier T. (1948). « La France, pays neuf ». *Le figaro*, 3 avril, pp. 1 et 4.

Pinchemel P. (1971). « La question régionale vue par J.-F. Gravier ». *Annales de Géographie*, 442, pp. 722-723.

R. J.-R. (1949). « Jean-François Gravier : Paris et le Désert français (Portulan) ». *Esprit*, 2, pp. 331-334.

Salleron L. (1947). « Paris et le désert français ». *Fédération. Revue de l'ordre vivant*, 34, p. 26.

S[auvy] A. (1949). « Gravier J.-F. – Mise en valeur de la France ». *Population*, 3, pp. 563-564.

S[auvy] A. (1954). « Gravier Jean-François – Décentralisation et progrès technique ». *Population*, 1, pp. 149-149.

S[auvy] A. (1966). « Gravier J.-F. – L'aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises ». *Population*, 1, pp. 172-172.

Suavet T. (1947). « Contribution à une réforme des structures géographiques françaises. À propos de 'Paris et le désert français' par J.-F. Gravier ». *Économie et humanisme*, 34, pp. 628-635.

Veyret-Verner G. (1954). « Gravier (Jean-François). Décentralisation et Progrès technique ». *Revue de géographie alpine*, 3,

pp. 508-581.

Veyret-Verner G. (1970a). « L'avenir des Alpes du Sud, d'après J.-F. Gravier ». *Revue de géographie alpine*, 3, pp. 545-546.

Veyret-Verner G. (1970b). « Gravier (J.-F.). La question régionale ». *Revue de géographie alpine*, 3, pp. 497-503.

Veyret-Verner G. (1973). « Gravier (J.-F.). Économie et organisation régionales ». *Revue de géographie alpine*, 2, pp. 320-321.

Voldman D. (1984). « Gravier Jean-François, L'espace vital, du paradis terrestre à l'aménagement du territoire ». *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 3, pp. 161-162.

## Bibliographie

Bastie J. (2006). « Jean-François Gravier (1915-2005) ». *La géographie*, 1520, pp. 104-105.

Bergès M. (1997). *Vichy contre Mounier : les non-conformistes face aux années 40*. Paris : Economica.

Chenu R. (1994). *Paul Delouvrier ou la passion d'agir : entretiens*. Paris : Seuil.

Cohen A. (2006). « Du corporatisme au keynésianisme ». *Revue française de science politique*, 4, pp. 555-592.

Cohen É. (2004). « Expliquer Paris à la télévision : Pierre Sudreau et les problèmes de la construction (1958) ». *Sociétés & Représentations*, 17, pp. 117-127.

Comte B. (1991). *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage, 1940-1942*. Paris : Fayard.

Couzon I. (2001). « La figure de l'expert géographe au miroir de la politique d'aménagement du territoire en France (1942-1950) ». *In*

G. Baudelle, M.-V. Ozouf-Marignier & M.-C. Robic (dir.). *Géographes en pratiques (1870-1945)*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, pp. 159-171.

Dard O. (2010). « Jean-François Gravier, un aménageur dans le siècle ». *In* O. Dard & J.-F. Eck (dir.). *Aménageurs, territoires et entreprises en Europe du Nord-Ouest au second xx<sup>e</sup> siècle*. Metz : Centre régional universitaire lorrain d'histoire. Site de Metz, pp. 17-39.

Dard O. (2012). « L'autre régionalisation : Jean-François Gravier au tournant des années 1960 et 1970 ». *Pour mémoire, revue du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer*, hors série, pp. 36-41.

Dautry R. (1947). « [Préface] ». *In* J.-F. Gravier, *Paris et le désert français*. Paris : Le Portulan, pp. 7-14.

Demangeon A. (1915). « Gravier (Gaston) ». *Annales de Géographie*, 132, pp. 454-458.

Desrosières A. (2008). *Gouverner par les nombres : L'argument statistique II*. Paris : Presses de l'École des Mines.

Drouard A. (1996). *Une inconnue des sciences sociales. La Fondation Alexis Carrel, 1941-1945*. Paris : Maison des sciences de l'homme/Institut national d'études démographiques.

Fondation française pour l'étude des problèmes humains. (1943). *Documentation scientifique*.

Friedmann G. (dir.) (1953). *Villes et campagnes : civilisation urbaine et civilisation rurale en France*. (Deuxième semaine sociologique, organisée par le Centre d'études sociologiques du centre national de la recherche scientifique). Paris : Armand Colin.

Ginsburger N. (2015). « Les Balkans avec

ou sans Cvijić. Géographes et géologues universitaires austro-allemands, français et serbes dans un espace européen périphérique (1893-1934) ». In P. Clerc & M.-C. Robic (dir.). *Des géographes hors-les-murs ? Itinéraires dans un monde en mouvement, 1900-1940*. Paris : L'Harmattan, pp. 323-354.

Marchand B. (2001). « La haine de la ville : « Paris et le désert français » de Jean-François Gravier ». *L'information géographique*, 3, pp. 234-253.

Markou E. (2013). « Œuvre collective et stratégies d'autorité. Le Corbusier, Les trois établissements humains, 1945/1959 ». In P. Chabard & M. Kourniati (dir.). *Raisons d'écrire. Livres d'architectes 1945-1999*. Paris : Éditions de la Villette, pp. 19-44.

Markou E. (2020). « La décentralisation industrielle en France dans le premier xx<sup>e</sup> siècle. Du mot d'ordre réformateur à l'aménagement du territoire ». Thèse de doctorat soutenue à l'EHESS, Paris.

Massardier G. (1996). *Expertise et aménagement du territoire : l'État savant*. Paris / Montréal : L'Harmattan.

Mumford L. (1950). *Technique et civilisation*. Paris : Seuil (éd. originale, 1934).

Pasquier R. (2003). « La régionalisation française revisitée : fédéralisme, mouvement régional et élites modernisatrices (1950-1964) ». *Revue française de science politique*, 1, pp. 101-125.

Provost I. (1999). « Paris et le désert français : histoire d'un mythe ». Thèse de doctorat soutenue à l'Université d'Évry.

Robic M.-C. (2001). « Walter Christaller et la théorie des 'lieux centraux' : Die Zentralen Orte in Süddeutschland (1933) ». In B. Lepetit & C. Topalov. *La ville des sciences sociales*. Paris : Belin, pp. 151-189.

Wendeln M. (2011). « Contested Terri-

tory : Regional Development in France, 1934-1968. » Thèse de doctorat soutenue à New York University et à l'École des hautes études en sciences sociales, New York/Paris.

*Who's who in France*, 1961-1962, 1992-1993 et 2005-2006, Lafitte : Paris, pp. 976, 795 et 1413 respectivement.